

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 20031196

CLB

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU** le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** le Code de l'Environnement ;
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 février 1992, modifié le 1^{er} juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages porcins soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2004, établissant le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 avril 1989, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. Elevage de LISNOBLE », l'autorisant à exploiter en PLOUBALAY au lieu-dit « Lisnoble » un élevage porcin de 3829 pl. d'animaux équivalents (*soit 110 pl. maternité, 388 pl. gestantes-verraterie, 996 pl. post-sevrage, 2136 pl. engraissement*);
- VU** la demande présentée le 3 février 2004 par l'installation classée « **E.A.R.L. Elevage de LISNOBLE** », sise « Lisnoble » en PLOUBALAY, en vue de la régularisation et la restructuration partielle d'un élevage porcin (*130 pl. maternité, 394 pl. gestantes-verraterie, 1776 pl. post-sevrage, 2883 pl. engraissement*) soit 4810 places animaux-équivalents, avec traitement d'une partie du lisier par une unité de traitement type DENITRAL et construction d'un bâtiment engraissement de 863 places, à PLOUBALAY au lieu-dit « Lisnoble » (Section F2 N°380-657-658-659-661);
- VU** les plans et documents annexés à cette demande ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE

PLACE DU GENERAL DE GAULLE – BP 2370 – 22023 SAINT BRIEUC – TEL 02.96.62.44.22

- VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur;
- VU** les délibérations des conseils municipaux de CREHEN (15 juin 2004) - PLOUBALAY (4 juin 2004) - TREGON (28 juin 2004) - PLESSIX BALISSON (25 juin 2004) - LANCIEUX (28 juin 2004) ;
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** les rapports de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 25 novembre 2004 et du 28 juin 2005;
- VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 25 mars 2005 ;
- VU** les courriers du pétitionnaire en date du 12 avril 2005 et du 26 mai 2005, avec les précisions qu'il apporte s'agissant des mesures prises pour réduire les rejets en phosphore ;
- CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que la charge de phosphore à l'hectare, compte tenu de l'utilisation de phytases dans l'alimentation du cheptel, sera ramenée à 90 kg, et que des pratiques culturales adaptées seront mises en place afin de limiter au maximum les phénomènes de ruissellement, (*telles que la mise en place de bandes enherbées près des cours d'eau, labours perpendiculaires à la pente, enfouissement direct et mise en place de cultures hivernales*), ne paraissant pas susceptibles, dès lors, de porter atteinte au milieu naturel ;
- CONSIDERANT** que le pétitionnaire ne respecte pas les distances prescrites par la réglementation en cours, du fait de l'implantation de l'élevage à 50 mètres, 51 mètres, 62 mètres des tiers les plus proches ;
- CONSIDERANT** que les tiers concernés ont donné leur accord ;
- CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.) depuis le 1^{er} août 2002, dans le canton de PLOUBALAY, dont le seuil d'obligation de traitement est de 20000 UN et le plafond d'épandage 120 ha ;
- CONSIDERANT** que l'exploitation produit 35540 UN, dont 30512 UN qui seront traitées dans la station de traitement et 5028 UN de lisier brut ; après traitement, il restera 8044 UN de résidus (exportées par la société DENITRAL S.A.) et 1619 UN d'effluents qui seront réparties sur 47,40 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 140,23 UN/ha ;
- CONSIDERANT** qu'il s'agit d'une régularisation par rapport à la situation de l'élevage en 1994, avec restructuration interne du cheptel;
- CONSIDERANT** qu'il s'agit d'un canton particulièrement sensible (prolifération des algues vertes), notamment au regard de la situation de la baie et de l'activité agricole exercée en amont ;
- CONSIDERANT** que la station de traitement a été précédemment autorisée par arrêté du 12 octobre 1998, annulé, qu'elle a été construite en 1999 et qu'il a été constaté qu'elle fonctionne depuis lors normalement, dans un élevage bien tenu;

CONSIDERANT le contrat de reprise du 21 janvier 2004 avec DENITRAL S.A. - effectif concerné : 130 pl. maternité, 394 pl. gestantes-verraterie, 1776 pl. post-sevrage, 2883 pl. engraissement) - tonnage concerné : 1121 T d'engrais ou amendements organiques – ce contrat annule et remplace celui du 28 novembre 1996 ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné et utilise des phytases qui réduisent sensiblement les rejets en phosphore ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

A. - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. Elevage de LISNOBLE », à installer et exploiter au lieu-dit « Lisnoble » (section F2 N°380-658-659-661) en PLOUBALAY, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin d'une capacité maximale de 4810 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Elevage	Animaux-équivalents (PAE)
130 pl. maternité	soit 390 PAE
394 pl. gestantes-verraterie	soit 1182 PAE
1776 pl. post-sevrage	soit 355,2 PAE
2883 pl. engraissement	soit 2883 PAE
<i>Total : 5183 animaux</i>	<i>Total : 4810 pl. animaux-équivalents</i>

B. - Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. Elevage de LISNOBLE », à installer et exploiter à la même adresse (section F2 N°380) une unité de traitement des lisiers comprenant :

- a) une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques") ;
- b) un hangar de stockage du résidu organique ;
- c) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- d) une séparation du lisier traité par décantation et filtration secondaire des boues (produisant deux co-produits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- e) une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera une partie des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 7636 m3 de lisier (31250 kg d'azote) sur 8684 m3 (35540 kg d'azote) produits annuellement. Le reste des déjections, à savoir 1048 m3 (4920 kg d'azote), sera épandu sous forme de lisier brut.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation (élevage et unité de traitement) sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 : EFFECTIFS

2.1.1 - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 524 reproducteurs (*truies, verrats, cochettes*), 2883 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1776 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 504 reproducteurs (*truies, verrat, cochettes*) ; Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique...*)

2.1.3 - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : dates de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2 – ALIMENTATION BIPHASE :

2.2.1 – L'alimentation biphase, déjà en place, sera conservée et l'utilisation de phytases dans l'alimentation sera mise en place dès la date de parution de cet arrêté préfectoral, conformément à l'engagement de l'exploitant.

2.2.2 – le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures...*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3 – En cas de non respect des normes " biphase CORPEN ", le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

a) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;

b) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;

c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits ;

d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des boues biologiques déshydratées produites ;

e) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;

f) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération;

g) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact . Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - DEBITS ET FLUX DE POLLUTION ENTRANT DANS L'UNITE DE TRAITEMENT :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	7636 m3	20,9 m3
N Global	31250 kg	85,6 kg
M.S.	320712 kg	878 kg

* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.6. - DEBITS ET FLUX DE POLLUTION RELATIFS AUX CO-PRODUITS :

Résidus organiques exportés	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1148 m3	3,1 m3
N Global	8238 kg	22,5 kg
M.S.	295194 kg	808 kg

Boues biologiques déshydratées exportées	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	557 m3	1,53 m3
N Global	3704 kg	10,10 kg
M.S.	100375 kg	275 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	6634 m3	18,1 m3
N Global	1658 kg	4,5 kg
M.S.	6264 kg	17,1 kg

3.7. - AUTO-SURVEILLANCE : SUIVI

L'éleveur procédera *quotidiennement* aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera *hebdomadairement* aux opérations suivantes :

- a) relevé du volume de résidus organiques produits ;
- b) relevé du volume de boues biologiques déshydratées produites ;
- c) relevé du volume d'effluent épuré produit ;

d) relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - AUTO-SURVEILLANCE : BILAN MATIERE

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,

b) une analyse du lisier brut (MS, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;

c) une analyse des résidus organiques (MS, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus.

d) une analyse des boues biologiques déshydratées (MS, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;

e) une analyse de l'effluent épuré (MS, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - ASSISTANCE TECHNIQUE :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - VALIDATION DE L'AUTOSURVEILLANCE :

L'objectif de cette validation est de s'assurer que les procédures métrologiques (mise en oeuvre du matériel, qualité des mesures, mises en forme des données...) sont réalisées correctement. A cette fin, le service des installations classées et l'agence de l'eau habiliteront, sur proposition de l'éleveur, un organisme ci-après dénommé Organisme Valideur. L'organisme valideur ne pourra être ni l'organisme concepteur, ni l'organisme chargé de l'assistance technique.

Deux visites de l'organisme valideur sont nécessaires durant la première année (période de "mise en charge") ; les années suivantes, une visite annuelle sera prévue.

Le planning des dates de visites sera adressé par l'organisme valideur au service des installations classées en début d'année civile.

L'organisme valideur aura accès au cahier d'exploitation et à tous les documents s'y rattachant.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter (type d'atelier, effectif présent aux dires de l'éleveur...),

b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...),

c) vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de chaque visite, l'organisme valideur établira un compte-rendu détaillé et l'adressera sous un mois au service des installations classées et à l'éleveur.

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

4.1. - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 4211 m³.

4.2. - Les résidus organiques et les boues biologiques déshydratées seront stockés dans un local couvert de 50 m².

4.3. - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 7500 m³.

4.4. - Tous les ouvrages de stockage (*lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré*) et le réacteur biologique de 970 m³ devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.5. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- b) les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- c) la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.6. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier de fertilisation conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier de fertilisation sera annexé au cahier d'exploitation.

4.7 - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur, mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Les produits obtenus ne pourront *en aucun cas* être épandus dans les cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg à l'hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en zone d'excédent structurel. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au jour le jour au cahier d'exploitation.

Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, le pétitionnaire devra trouver, soit un autre contrat présentant les mêmes garanties, ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation soit cesser l'exploitation de cet élevage, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

4.8. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier de fertilisation.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT

5.1. - L'unité de traitement déjà mise en service devra poursuivre son fonctionnement.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. *Le service des installations classées sera immédiatement prévenu.* En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

ARTICLE 6 - RESORPTION

Alimentation biphase : 6757 kg d'azote organique ;

Traitement : 23025 kg d'azote organique ;

Transfert : 8238 kg d'azote organique.

ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 8 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 9 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLOUBALAY pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « E.A.R.L. Elevage de LISNOBLE ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « E.A.R.L. Elevage de LISNOBLE » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 11 -

La décision préfectorale susvisée du 17 avril 1989 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE 12 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 13 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

Le Sous-Préfet de DINAN,

Le Maire de PLOUBALAY,

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police*, ainsi que, pour information, aux maires de CREHEN - PLOUBALAY - TREGON - PLESSIX BALISSON - LANCIEUX - LANGUENAN.

SAINT-BRIEUC, le 7 SEP. 2005

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,



Jacques MICHELOT